

**UCP**  
Tél. : 01 43 47 80 72  
Courriel : [ucp@paris.fr](mailto:ucp@paris.fr)



## Vers un blocage du fonctionnement des instances représentatives consultatives ?

Au sein des administrations parisiennes, les personnels sont représentés au sein de quatre instances consultatives :

- **le Conseil supérieur des administrations parisiennes**, qui donne un avis sur tout projet de délibération créant ou modifiant un statut particulier ;
- **les commissions administratives ou consultatives paritaires**, qui examinent les questions individuelles relatives à la carrière des agents ;
- **les comités techniques**, qui sont compétents notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services, d'effectifs et de formation ;
- **les comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail**, dont la vocation est de contribuer à la protection physique et mentale des agents et à l'amélioration de leurs conditions de travail.

**En principe, ces instances consultatives** qui, selon les thèmes, donnent des avis ou sont informées sous forme de communications, **sont des lieux d'échanges et de dialogue.**

**Or, la réalité est toute autre.**

En effet, **les documents**, parfois volumineux, **sont souvent soumis tardivement** aux membres de ces instances, ce qui ne leur permet pas un examen sérieux des sujets abordés ; de plus, **ces dossiers sont trop souvent imprécis** pour se faire une idée claire des choses ; enfin, **les observations des représentants du personnel sont trop souvent négligées.**

Dans ces conditions, **l'UCP regrette que les avis de ces instances deviennent purement formels, que l'on préfère le « passage en force » à la recherche de l'adhésion et qu'au final ces instances de dialogue soient dénaturées pour devenir de simples chambres d'enregistrement.**

**SUPAP-FSU**  
6, rue Pierre-Ginier, 75018 Paris  
Tél. : 01 44 70 12 80  
Fax : 01 44 70 12 85  
Courriel : [syndicat.supap-fsu@paris.fr](mailto:syndicat.supap-fsu@paris.fr)



## Avancement à la durée minimum : une remise en cause inacceptable

La politique salariale désastreuse se traduit par une perte de pouvoir d'achat de près de 6% depuis le gel de la valeur du point d'indice en 2010.

Les négociations sur les parcours professionnels et les carrières (PPCR) ont redémarré le 17 décembre 2015 avant le rendez-vous salarial prévu en février 2016. La FSU y exigera l'augmentation de la valeur du point d'indice. PPCR nécessite la publication de 450 décrets et des transpositions spécifiques à la Ville de Paris.

### Un mauvais départ

Une des premières mesures du gouvernement est la remise en cause dans la loi de finances 2016 de l'avancement d'échelon à la durée minimum dans la fonction publique territoriale. La loi retient le principe d'une cadence unique d'avancement avec la possibilité d'introduire dans les statuts particuliers un dispositif attribuant un avantage de carrière significatif traduit dans l'avancement d'échelon, pour une proportion limitée de fonctionnaires dont la valeur professionnelle est particulièrement reconnue. Voilà qui rappelle l'ancien avancement accéléré, en plus arbitraire, et qui sera pour tous beaucoup moins avantageux que l'avancement à la durée minimum. Nous avons obtenu l'avancement à la durée minimum à Paris depuis 2013 et après des années de demandes syndicales !

Ce recul n'est même pas contrebalancé par la garantie de ratios de promotion qui permettent un déroulement de carrière, ne serait-ce que sur deux grades, comme on le voit avec les ratios décidés à Paris en décembre dernier !

**CFTC**  
2 bis, square Georges-Lesage, 75012 Paris  
Tél. : 01 43 47 84 70  
Courriel : [syndicat.cftc@paris.fr](mailto:syndicat.cftc@paris.fr)  
Site Intranet : <http://intraparis.cftc.mdp>



Rétro sur 2015, la CFTC Ville de Paris s'est employée, juste après les élections des personnels, à dénoncer fermement les dégradations des conditions de travail ainsi que la non reconnaissance du dialogue social dans certaines directions et même au niveau central.

Dans plusieurs Intersyndicales, la CFTC a défendu vos droits et s'est battue pour une meilleure reconnaissance professionnelle et salariale.

Face à un dialogue de sourds nous avons été jusqu'à la grève pour vous faire entendre.

Tout comme à la DFPE, où la CFTC est présente en Intersyndicale pour continuer à revendiquer plus de personnels, des emplois pérennes et des primes attractives.

Et de réaffirmer notre attachement à des emplois protégés par le statut de la fonction publique et à un accueil de qualité.

C'est en étant ferme dans l'action, qu'enfin l'administration semble vouloir ouvrir plus d'espaces de concertations et de dialogues.

Nous espérons y être entendus mais aussi écoutés pour que vos problèmes soient compris et que vos attentes ne soient pas vaines.

Nous devons, d'ici l'horizon 2018, avoir l'engagement de nous mobiliser sans relâche, avoir une dynamique forte pour vous agents que nous servons, pour nos militants, dans le principe des valeurs d'humanité et de fraternité que nous défendons.

Bonne année 2016.

Ces tribunes n'engagent pas la Rédaction du magazine.